

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



DISCOURS DE L'HONORABLE
ALLAN J. MACÉACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES À
LA CONFÉRENCE DES HOMMES
D'AFFAIRES ET DES BANQUIERS
CANADIENS ET ALLEMANDS

LE 25 JUIN 1984
NIAGARA-ON-THE-LAKE

Permettez-moi avant tout de vous exprimer le plaisir que j'ai d'être parmi vous ce soir, de remercier de leur invitation les coprésidents de la conférence, MM. Mulholland et Rodenstock, et de les féliciter d'avoir réuni un groupe si impressionnant de participants.

Je sais que vous avez tous de lourdes responsabilités et des programmes chargés. Aussi votre présence est-elle la meilleure expression qui soit de l'intérêt que vous portez au renforcement des relations d'affaires entre le Canada et l'Allemagne.

L'origine de cette conférence remonte aux discussions tenues tout d'abord en 1981 et 1982 entre le Premier ministre Trudeau et le chancelier d'alors, Helmut Schmidt, et poursuivies avec le chancelier Kohl. À ces occasions, nos leaders se sont montrés très satisfaits de l'état général de nos relations bilatérales et de la vigueur de notre coopération au sein de tribunes internationales. Ils ont toutefois reconnu que nos relations économiques et commerciales pouvaient être renforcées considérablement et que, facteur tout aussi important, même si les gouvernements pouvaient influencer sur le climat dans lequel se développe la coopération économique et commerciale, le vrai leadership dans ce domaine revenait au secteur privé.

De ces constatations est née l'idée de créer la Conférence d'hommes d'affaires et de banquiers. Vous avez comme objectifs d'étendre nos horizons, d'encourager les investissements et les coentreprises, d'échanger des informations tant sur les débouchés que sur les contraintes, et enfin d'améliorer la valeur des relations en place et les possibilités qu'elles offrent.

Le moment que vous avez choisi pour tenir cette conférence ne pouvait être plus propice. Nos deux pays sortent d'une récession qui a éprouvé les économies de tous les pays industrialisés. D'une façon ou d'une autre, nous devons tous faire face au défi que présentent les ajustements structurels. En renforçant nos économies, nous ne devons pas élever de barrières nuisibles à la libre circulation des biens et des investissements. D'abord et avant tout, nous devons exploiter toutes les possibilités de coopération économique et commerciale.

Le philosophe grec Héraclite a dit que rien ne dure sinon le changement. Il est inutile de vous rappeler que cet axiome s'applique également à la politique. Voilà moins de dix jours, l'honorable John Turner a été élu chef du Parti libéral et il prêtera bientôt le serment de Premier ministre du Canada. Mais si les hommes changent, certaines réalités demeurent. Par exemple, la dépendance toujours plus grande de notre économie à l'égard du commerce extérieur, qui représente près du tiers de notre PNB; notre ferme attachement au système ouvert d'échanges et de paiements multilatéraux; le flux constant d'investissements étrangers dont dépend et continuera de dépendre notre développement économique.

La République fédérale d'Allemagne occupe une place de choix dans les relations économiques du Canada; elle est notre quatrième partenaire commercial et notre troisième source de capitaux étrangers. En fait, la plupart des entreprises allemandes représentées à la conférence se sont soit établies avec succès au Canada soit associées de façon profitable avec des entreprises canadiennes. Je puis vous assurer que la volonté du gouvernement canadien de développer les relations commerciales et économiques avec la RFA est une autre réalité qui ne changera pas.

Le 7 novembre dernier, en pleine période de restriction des dépenses publiques, nous avons ouvert un consulat général à Munich. Le Canada a aujourd'hui plus de missions diplomatiques et commerciales en RFA que dans tout autre pays, exception faite des États-Unis.

Sous la direction du nouveau Premier ministre, le gouvernement continuera de s'attacher à renforcer nos liens économiques avec l'Europe de l'Ouest en général. Le ministre du commerce extérieur et moi-même avons maintenu un dialogue consultatif avec la Commission des communautés européennes de même qu'avec nos homologues des États membres de la Communauté. Les efforts du gouvernement ont aussi porté sur le monde des affaires européen. Le gouvernement et les milieux d'affaires canadiens ont participé côte à côte et en collaboration au symposium tenu à Davos en janvier dernier, sous le parrainage du Forum européen de management. Le Canada y était en vedette, et l'intérêt suscité s'est avéré suffisamment important pour que le FEM propose d'organiser une table ronde sur le Canada, qui se tiendrait au Canada dès cet automne.

Quant à votre conférence, j'espère, en fait, je suis sûr, que l'intérêt manifesté se révélera suffisant pour justifier un suivi actif. La table ronde proposée par le FEM pourrait constituer, au moins pour certains d'entre vous, une occasion plus rapprochée que prévu d'assurer ce suivi.

La conjoncture politique canadienne aura, je n'en doute pas, piqué votre curiosité, sinon suscité votre intérêt. Notre pays s'appête à avoir un nouveau Premier ministre. En outre, vous devez certainement l'avoir pressenti, des élections se préparent. Quelle qu'en soit l'issue, je suis profondément convaincu que le prochain gouvernement restera attaché à la philosophie actuelle pour ce qui est du rôle du secteur des affaires et de l'importance que revêt pour nous le système ouvert de marché.

Au Canada, le monde des affaires aura toujours l'oreille du gouvernement, et les initiatives valables du secteur privé seront toujours appuyées avec enthousiasme.

Vous allez probablement recenser des secteurs de coopération exigeant des réactions gouvernementales. Soyez assurés que le gouvernement reste prêt à écouter attentivement les points de vue que vous voudrez lui soumettre. De même, nous continuerons à nous intéresser aussi bien aux opinions de nos hommes d'affaires qu'à celles des hommes d'affaires allemands. Nous estimons en effet qu'il importe de connaître l'opinion des firmes étrangères relativement aux politiques qui influent sur leur présence dans notre pays. Ainsi seulement pourrons-nous maintenir un dialogue éclairé qui, même s'il n'aboutit pas à une totale concordance de vues, nous permettra de garder ouvertes les lignes de communication et de dissiper les idées fausses et les malentendus.

C'est sur cette invitation à poursuivre un dialogue fructueux que je conclurai mes propos. On me dit que l'expression allemande "unter Vier Augen", qui signifie "regarder droit dans les yeux" et se prononce "ouunter fir aouguen", s'applique à une discussion franche mais aussi à ce qu'on fait en Allemagne lorsqu'on lève son verre. Je vous demanderai donc de vous joindre à moi pour porter un toast au succès des travaux qui nous attendent.